

En 2022, la reprise économique se poursuit en Île-de-France, dans un contexte inflationniste

L'Île-de-France était en 2020 la région métropolitaine dont l'activité économique avait le plus fortement chuté. Celle-ci avait rebondi en 2021, mais plus tardivement que les autres régions. C'est à partir de février 2022 que l'activité francilienne devient de nouveau supérieure à celle mesurée avant la crise sanitaire. En juin 2022, le volume d'heures rémunérées dépasse de 4,3 % celui de juin 2019

► **figure 1.** Le secteur de l'hébergement et restauration, particulièrement impacté par la crise, ne retrouve un niveau d'activité proche de 2019 qu'au printemps 2022, contrairement aux autres régions qui étaient revenues dès l'été 2021 au niveau d'avant-crise. Globalement, l'activité se montre résiliente.

Le nombre de salariés progresse en 2022, mais moins vivement qu'en 2021

Fin 2022, les établissements franciliens emploient près de 6,3 millions de salariés, un niveau nettement supérieur à celui d'avant-crise (+4,1 %) ► **figure 2.** La création d'emplois en 2022 est moins forte que l'an passé (+1,9 % contre +3,2 %), mais elle est plus importante dans la région qu'au niveau national (+1,3 % en 2022 en France hors Mayotte). Au dernier trimestre 2022, toutefois, l'emploi marque le pas, en Île-de-France comme en France. L'apprentissage poursuit sa hausse (près de 200 000 nouveaux contrats en 2022), soutenu par le plan « 1 jeune, 1 solution » depuis l'été 2020.

La progression de l'emploi sur un an est portée par le tertiaire marchand hors intérim, et plus particulièrement par les secteurs particulièrement présents dans la région. Ainsi, les emplois dans l'information et communication progressent de 5,6 % (+5,3 % au niveau national), ceux des services aux entreprises hors intérim augmentent de 3,3 % (+2,8 % au niveau national). L'industrie crée de nouveaux emplois en Île-de-France malgré les difficultés dans l'automobile (+1,0 %). Le secteur de l'hébergement et restauration emploie 5,3 % de salariés supplémentaires par rapport à 2021, soutenu par le retour des touristes.

L'activité touristique progresse nettement, avec le retour des clientèles internationales

En 2022, certains pays asiatiques ont maintenu les restrictions sanitaires. Toutefois, le retour des autres clientèles internationales, parmi lesquelles une forte présence européenne, a participé au dynamisme de l'activité touristique en Île-de-France. Le secteur de l'hébergement et restauration ainsi que les sites touristiques ont bénéficié de cette embellie. En effet, les taux d'occupation des hôtels de la région ont progressé, jusqu'à dépasser ceux de 2019 en fin d'année. Les chiffres d'affaires de l'hôtellerie dépassent ceux de 2019 à partir du mois d'avril, jusqu'à plus de 30 % en fin d'année.

Avec 66,6 millions pour l'année 2022, le nombre de nuitées hôtelières en Île-de-France augmente très fortement par rapport à 2021 (+112 %). Il reste toutefois un peu en recul par rapport à

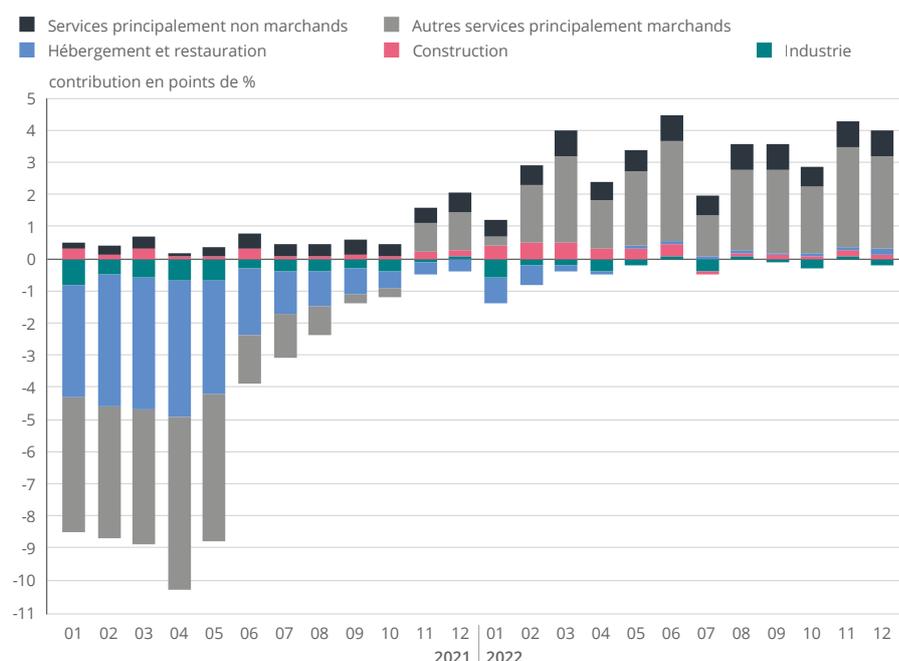
2019 (-5,9 %), davantage qu'en France métropolitaine (-3,4 %).

La demande d'emploi recule encore en 2022

En lien avec la progression globale de l'emploi observée durant l'année, le nombre de demandeurs d'emploi continue de refluer, mais un peu moins fortement qu'en 2021. Le nombre de personnes inscrites en catégories A, B et C recule de 4,2 % (-6,1 % en 2021), celui des demandeurs en catégorie A diminue quant à lui de 8,9 % (-12,5 % en 2021). Pour cette catégorie, la demande d'emploi est désormais inférieure de 8 % à celle de fin 2019 (-14,4 % au niveau national).

Le taux de chômage poursuit lui aussi sa baisse et s'établit à 6,9 % de la population active aux troisième et quatrième trimestres 2022. Il atteint un niveau proche de celui de fin 2008, dernier point le plus bas depuis la

► 1. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 - Île-de-France

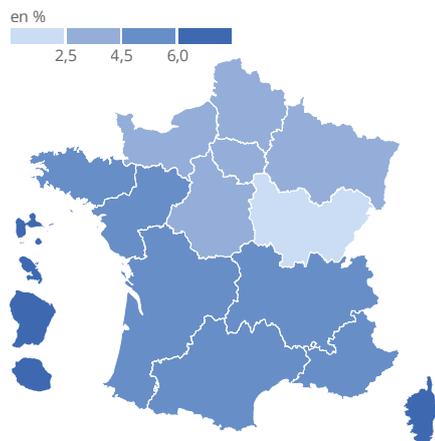


Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Une évolution peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes, positives ou négatives. Ici, l'évolution des heures rémunérées par rapport à 2019 est décomposée selon ses contributions sectorielles. La somme de ces contributions (en points de pourcentage) correspond à l'évolution totale (en pourcent).

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

► 2. Évolution régionale de l'emploi salarié total entre fin 2019 et fin 2022



Lecture : les bornes comprennent une limite correspondant à l'évolution au niveau national (+4,5 % entre fin décembre 2019 et fin décembre 2022), ce qui permet de visualiser si les régions ont évolué plus ou moins vite comparativement au niveau national.

Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total ; France hors Mayotte.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

crise économique si l'on excepte la baisse en « trompe-l'œil » de 2020.

Les créations d'entreprises augmentent moins qu'en 2021

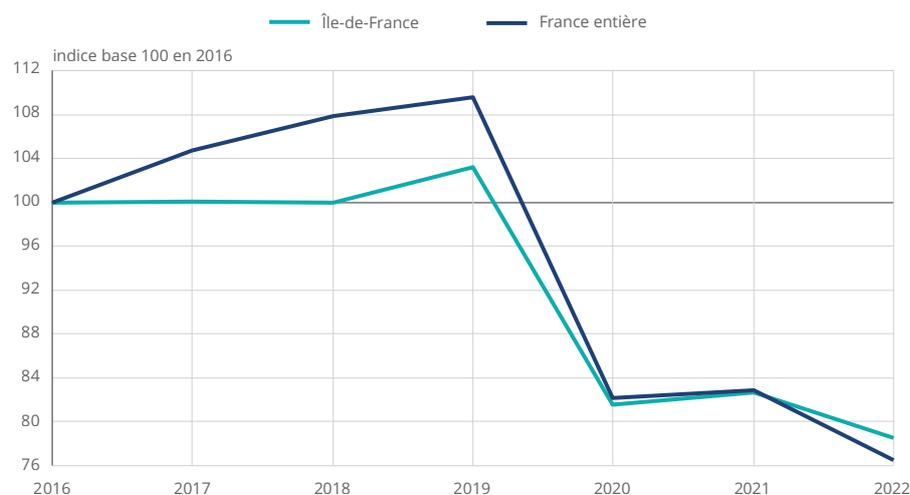
En 2022, les créations d'entreprises dans le secteur marchand non agricole ont continué d'augmenter en Île-de-France (+2,6 %), mais moins fortement qu'en 2021 (+10,4 %). Le ralentissement est encore plus net au niveau national (+1,1 % après +16,7 %). Ceci s'explique par la forte baisse des créations d'entreprises dans le secteur du commerce, transport, hébergement et restauration, en Île-de-France comme au niveau national (-20,7 % et -21,6 %). Ce secteur avait en effet été dopé par la crise sanitaire et les confinements, en particulier les activités de livraison à domicile et de vente à domicile.

En 2022, les défaillances d'entreprises augmentent pour la première fois (+34,7 %), avec la fin des dispositifs de soutien mis en place lors de la crise sanitaire. Cette hausse est toutefois moins forte qu'au niveau national (+49,5 %).

L'inflation touche plusieurs pans de l'économie francilienne

En 2022, les mesures de restrictions liées à la crise sanitaire ont été entièrement levées et leurs effets sur l'économie continuent

► 3. Évolution du nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs



Note : données brutes.

Champ : les immatriculations de véhicules neufs sont issues du répertoire statistique des véhicules routiers (Rsvero) qui recense les véhicules routiers immatriculés sur le territoire français (départements d'outre-mer compris). Ces données ne comprennent pas les véhicules immatriculés en transit temporaire (TT), importés en transit (IT), de l'administration civile de l'État, militaires, ainsi que les immatriculations provisoires (plaques W ou WW).

Source : SDES, Rsvero.

globalement de s'effacer, à l'exception de difficultés persistantes concernant l'approvisionnement en composants électroniques. Toutefois, le contexte de tensions internationales a eu des effets considérables sur l'inflation tout au long de l'année. Les prix de l'énergie ont débuté leur hausse dès 2021, avec la forte demande induite par le redémarrage des économies asiatiques. Le conflit russo-ukrainien a accentué les pénuries d'énergie (produits pétroliers et gaz), et en a créé d'autres (sur les céréales en particulier) dès le début de l'année. En décembre 2022, les prix de l'énergie sont supérieurs de 15,1 % à ceux de décembre 2021, après une hausse continue pendant plusieurs mois. Cette inflation s'est progressivement transmise à d'autres postes de consommation, en particulier l'alimentation. Pour tenter de contenir les effets de l'inflation, la Banque centrale européenne a augmenté ses taux directeurs à plusieurs reprises à partir de l'été 2022, ce qui a eu des répercussions sur les taux d'intérêt proposés par les banques françaises.

L'agriculture francilienne est touchée par plusieurs de ces phénomènes. Si la récolte globale de céréales, oléagineux et protéagineux s'est maintenue en 2022, en dépit de la chaleur et de la sécheresse, les prix des produits agricoles sont restés

élevés. Le contexte international de réduction brutale de l'offre avec le conflit russo-ukrainien en est le principal facteur, et s'accompagne d'une augmentation des coûts de production (énergie et engrais).

La construction et la vente de logements neufs sont également impactées. En effet, si les autorisations ont continué de progresser en Île-de-France (+8,3 %), soutenues par des dispositifs d'État, les mises en chantier ont diminué (-9,9 %), en raison notamment de l'augmentation des coûts (énergie, matériaux). Les ventes reculent, quant à elles, de plus de 15 %, notamment du fait de l'augmentation des taux d'intérêt.

La filière automobile n'est pas en reste. La pénurie de composants électroniques en provenance d'Asie pénalisait déjà la filière en 2021, du fait de restrictions sanitaires toujours à l'œuvre. Cette pénurie s'est aggravée avec le conflit russo-ukrainien, l'Ukraine étant le principal fournisseur européen pour certaines pièces. L'industrie automobile francilienne en subit les conséquences. En 2022, les immatriculations de véhicules neufs diminuent nettement (-7,7 %) dans ce contexte aggravé par la forte inflation ► **figure 3.** ●

Marie-Christine Abboudi (Insee)

► Pour en savoir plus

- Insee, *Point de conjoncture* du 5 mai 2023.
- Cupillard É., Ducatel V., Pouget J., Simon O., « La croissance résiste, l'inflation aussi », Insee, *Note de conjoncture*, mars 2023.

Confrontée à la persistance des restrictions sanitaires en Chine et à la guerre en Ukraine, l'économie mondiale a nettement ralenti en 2022

Au cours de l'année 2022, l'économie mondiale a été confrontée à de multiples contraintes, expliquant de fait le fort ralentissement de l'activité au fil des trimestres dans les principales économies ► **figure 4**. En premier lieu, la contrainte sanitaire a continué de peser sur l'activité mondiale : ce fut le cas en Europe au premier trimestre en raison de la vague épidémique liée au variant Omicron, mais aussi et principalement en Chine où, en conséquence de la stratégie « zéro-Covid », des confinements drastiques ont été imposés au cours de l'année, avant la levée complète des restrictions début décembre. De plus, le déclenchement de la guerre en Ukraine, fin février, a accentué le renchérissement des matières premières, notamment énergétiques, et fait craindre de nouvelles difficultés d'approvisionnement en Europe. La production manufacturière

européenne a toutefois plutôt résisté au renchérissement des intrants énergétiques, avec un recul concentré sur les branches les plus énérgo-intensives.

Les progressions du PIB enregistrées sur l'ensemble de l'année 2022 (de +1,9 % en Allemagne à +5,5 % en Espagne pour les principales économies européennes, +2,1 % aux États-Unis et +3,0 % en Chine) s'expliquent ainsi en grande partie par les acquis de croissance¹ élevés à la fin 2021, résultant du rattrapage post-Covid au cours de l'année 2021.

En France, le PIB a augmenté de 2,5 %, après +6,4 % en 2021. Cette croissance ne dépasse l'acquis de croissance à fin 2021 que de 0,4 point : en trimestriel, le niveau du PIB au quatrième trimestre 2022 est à peine supérieur au niveau du quatrième trimestre 2021. Si la

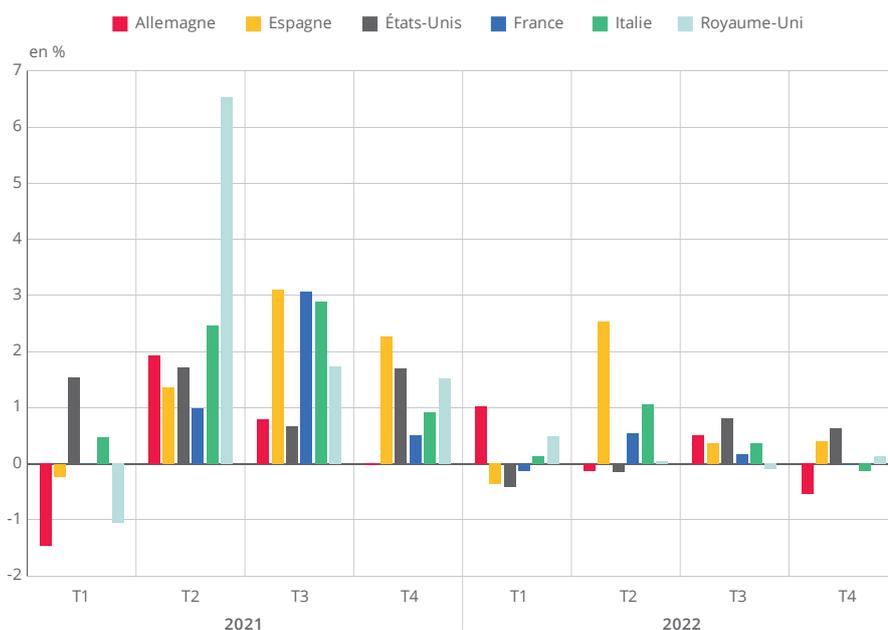
production manufacturière a résisté aux difficultés d'approvisionnement et au renchérissement des intrants, avec une activité en hausse de 1,0 % en moyenne sur l'année, celle de la construction, également soumise à de fortes difficultés de recrutement, a diminué de 0,2 %. En outre, la production d'électricité a été fortement pénalisée par de nombreuses maintenances de centrales nucléaires : l'activité de la branche « énergie, eau, déchets » a ainsi diminué de 10,3 % en 2022 par rapport à 2021, contribuant pour -0,3 point à l'évolution totale de l'activité. Les services marchands, qui étaient restés affectés en 2021 par des restrictions sanitaires, ont bénéficié d'un potentiel de rattrapage important et ont crû de 4,5 % sur l'année.

L'inflation, en forte augmentation, a rogné le pouvoir d'achat des ménages

Le contexte géopolitique a ainsi amplifié les tensions inflationnistes déjà présentes en 2021 à la suite de la reprise post-Covid. Les prix ont ainsi atteint en 2022 des niveaux très élevés dans les économies occidentales. L'inflation, en glissement annuel, s'est élevée jusqu'à 9,1 % aux États-Unis (en juin), 11,1 % au Royaume-Uni (en octobre) et 12,6 % en Italie (en novembre). En France, l'inflation se situait à 2,9 % sur un an en janvier 2022, tirée par les prix de l'énergie. Elle s'est progressivement hissée à environ 6 % sur un an en fin d'année, avec une diffusion à l'ensemble des produits de consommation, en particulier alimentaires ► **figure 5**.

Dans ce contexte de forte inflation, de nombreuses mesures ont été prises, pour en atténuer les effets sur les ménages, en tempérant les hausses de prix (bouclier tarifaire sur le prix du gaz et de l'électricité, remise à la pompe sur les carburants) mais aussi en soutenant leur revenu (revalorisations anticipées de nombreuses prestations, suppression

► 4. Variations trimestrielles du PIB dans les principales économies



Dernier point : quatrième trimestre 2022, données arrêtées au 30 mai 2023.
Lecture : au quatrième trimestre 2022, le PIB des États-Unis a progressé de 0,6 %.
 Sources : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC.

de la redevance audiovisuelle, aide exceptionnelle de rentrée scolaire). Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a été quasi stable en moyenne 2022, soit +0,2 % ► **figure 6**, après +2,6 % en 2021. Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient compte des effets démographiques, a quant à lui légèrement diminué en 2022 (-0,4 %).

Pourtant, l'emploi salarié est resté dynamique et a connu un ralentissement moins marqué que l'activité économique, avec +337 000 emplois en fin d'année 2022 par rapport à la fin d'année 2021 (soit une hausse de 1,3 % entre fin 2021 et fin 2022). L'emploi salarié dépassait ainsi fin décembre 2022 de 4,5 % son niveau d'avant la crise sanitaire, soit près de 1,2 million d'emplois supplémentaires dont un tiers en contrat d'alternance. Ces créations d'emplois sont surtout concentrées dans le tertiaire marchand (+820 000 emplois fin 2022 par rapport à fin 2019), la construction (+115 000) et le tertiaire non marchand (+161 000). Ce dynamisme de l'emploi salarié a soutenu le pouvoir d'achat des ménages par le biais des revenus d'activité. Le taux de chômage a diminué de 0,3 point entre fin 2021 et fin 2022, après une baisse de 0,7 point l'année précédente. Il a ainsi atteint 7,1 %, son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2008 (si on excepte

le recul ponctuel en « trompe-l'œil »² du deuxième trimestre 2020, pendant le premier confinement).

La demande intérieure a fortement ralenti, dans un contexte d'atonie du pouvoir d'achat et de resserrement des politiques monétaires

Dans un contexte de forte inflation et de quasi-stabilité du pouvoir d'achat, la consommation des ménages a fortement ralenti au cours de l'année 2022, jusqu'à se replier fortement au quatrième trimestre. Elle n'a ainsi augmenté que de 2,1 % en 2022, malgré des effets d'acquis importants fin 2021. Les baisses de consommation se sont concentrées dans les produits les plus soumis à l'inflation, c'est-à-dire l'alimentaire et l'énergie. Le taux d'épargne des ménages s'est établi à 17,5 % en moyenne annuelle 2022, soit 2,5 points au-dessus de son niveau moyen de 2019.

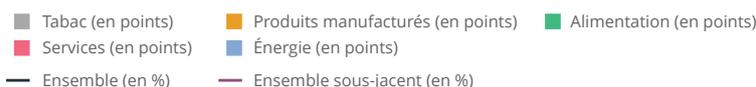
En réponse à la hausse de l'inflation, les principales banques centrales, dont la Banque centrale européenne à partir de l'été 2022, ont procédé à un resserrement rapide des politiques monétaires, entraînant une augmentation du coût du crédit pesant sur l'investissement des entreprises

comme des ménages. Ce dernier a ainsi diminué de 1,3 % en 2022 par rapport à 2021. L'investissement des entreprises, quant à lui, a résisté, avec une croissance annuelle de 3,8 % : outre le dynamisme persistant de l'investissement en services informatiques, l'allègement des difficultés d'approvisionnement pour la fabrication de matériels de transport, en milieu d'année, a permis un rattrapage de l'investissement en produits manufacturés. De plus, le taux de marge des sociétés non financières s'est situé, en moyenne sur 2022, à 31,7 % de leur valeur ajoutée, soit un niveau proche de l'année 2018, préservant leur capacité à investir malgré les fortes tensions inflationnistes. Cela représente cependant une baisse du taux de marge de 2,2 points par rapport à 2021, avec la fin du recours massif à l'activité partielle et du versement du Fonds de solidarité.

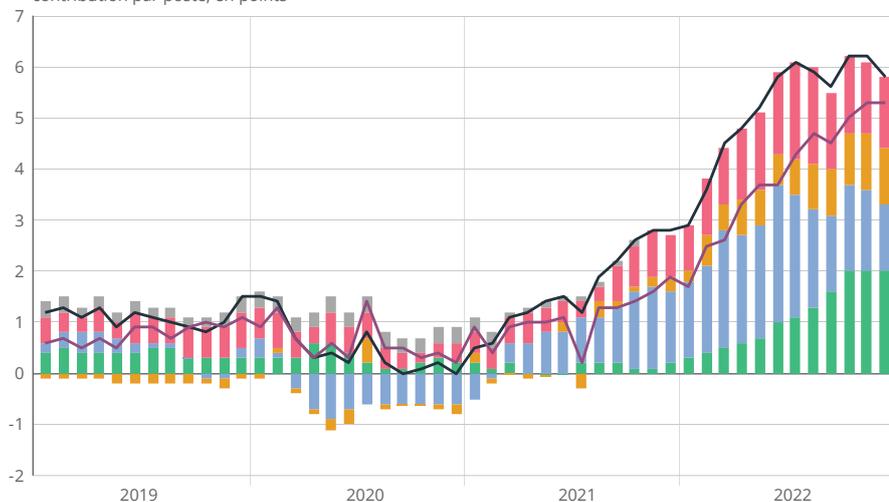
La demande intérieure finale a ralenti en France mais aussi dans le reste de la zone euro, tandis que les confinements en Chine pénalisaient ses échanges commerciaux et flux touristiques. La demande mondiale adressée à la France a ainsi pesé sur les exportations françaises en volume, dont la croissance de 7,2 % en 2022 masque un ralentissement quasi continu au fil des trimestres. Les importations, de leur côté, ont davantage augmenté que la demande intérieure (+8,7 % en 2022, après +9,2 % en 2021) : la baisse de production nationale d'électricité s'est traduite par des importations équivalentes. Le commerce extérieur a ainsi contribué négativement, à hauteur de -0,6 point à la croissance du PIB ► **figure 7**. La consommation comme l'investissement des administrations publiques ont ralenti en 2022, l'année 2021 ayant été marquée par la reprise consécutive aux confinements de 2020 mais également par l'essor des dépenses de vaccination. La consommation des administrations publiques a ainsi augmenté de 2,9 % en 2022, et leur investissement de 1,5 %.

Jules Baleyte et Jérémy Marquis (Insee)

► 5. Inflation en France et contributions par poste



glissement annuel de l'indice des prix à la consommation, en %
contribution par poste, en points

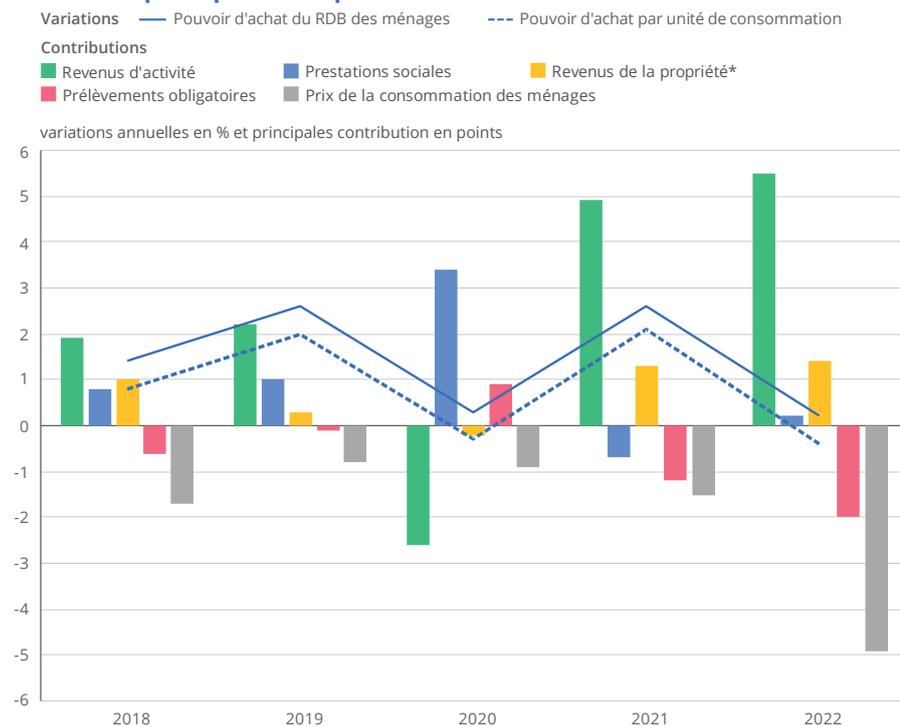


Lecture : en décembre 2022, les prix à la consommation ont augmenté de 5,9 % par rapport à décembre 2021 ; l'alimentation a contribué à cette hausse à hauteur de 2,0 points.
Source : Insee.

¹ L'acquis de croissance du PIB pour 2022 fin 2021 correspond au taux de croissance du PIB entre 2021 et 2022 que l'on obtiendrait si le PIB demeurait jusqu'à la fin de l'année 2022 au niveau du dernier trimestre de 2021.

² Les confinements ont rendu difficiles les démarches de recherche active d'emploi, ce qui influe sur la mesure du taux de chômage : en effet, un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus, sans emploi durant une semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines, et qui a effectué au cours des quatre dernières semaines une démarche active de recherche d'emploi.

► 6. Variations annuelles du pouvoir d'achat et contributions de ses principales composantes

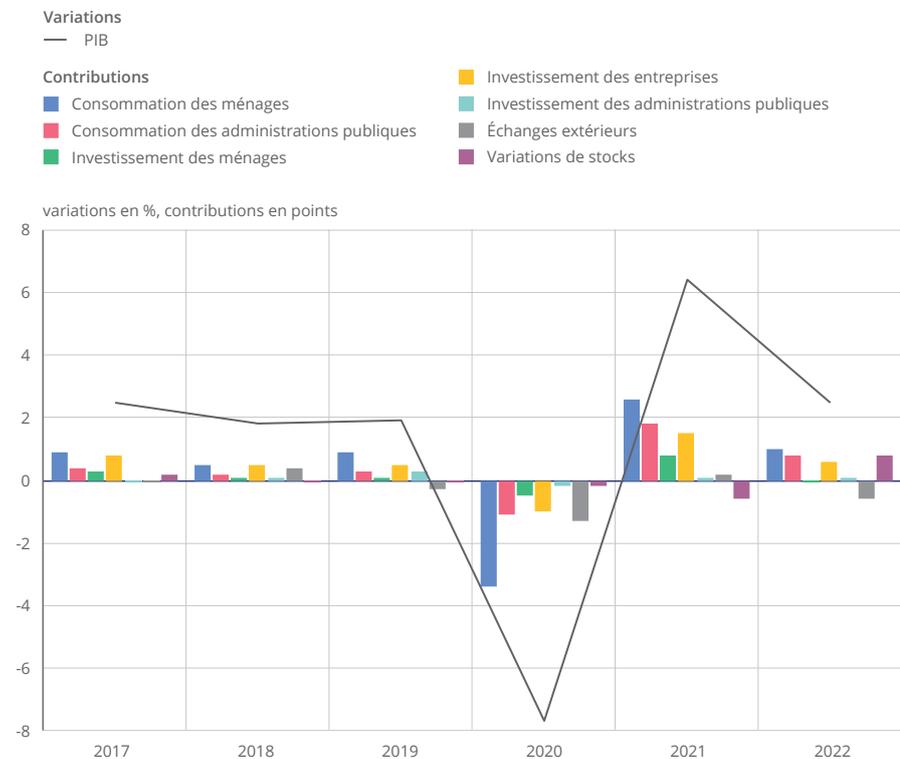


* Dont excédent brut d'exploitation des ménages purs.

Lecture : en 2022, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a augmenté de 0,2 % ; les revenus d'activité ont contribué à cette croissance à hauteur de 5,5 points.

Source : Insee.

► 7. Variations annuelles du PIB et contribution des principaux postes de la demande



Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Lecture : en 2022 le PIB a augmenté de 2,5 % ; la consommation privée des ménages a contribué à cette croissance à hauteur de 1,0 point.

Source : Insee.